

samment de gaz pour en exporter aux États-Unis, sa décision est irrévocable.

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, puis-je faire quelques commentaires à ce sujet? Je ne demande pas au cabinet de révoquer cette décision. C'est une question de droit. Ma demande porte sur une simple question de fait et non de droit. Le gouvernement ne pourrait-il pas demander à l'Office de réviser sa décision? Rien dans la loi n'empêche le gouvernement de dire à l'Office national de l'énergie: «Voudriez-vous reprendre ce qui s'est dit à l'audience, examiner à nouveau les témoignages pour voir s'il y a pas moyen de s'arranger étant donné que les États-Unis ont pressenti l'URSS et pourraient satisfaire grâce à elle une partie de leurs besoins en gaz naturel et en pétrole brut et ainsi cesser de s'approvisionner au Canada. C'est très important.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien n'a pas l'intention de demander à l'Office national de l'énergie de ré-examiner sa décision. Cela nous semblerait être une sorte d'ingérence dans l'étude purement objective que le Parlement entendait faire.

**M. Baldwin:** Allons, ne soyez pas si modeste.

**M. l'Orateur:** Le député de Hamilton-Ouest a-t-il une question supplémentaire à poser?

**M. Alexander:** Monsieur l'Orateur, ma question ne complète pas la précédente.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Dans ce cas, le député permettra peut-être à la présidence de donner la parole au député de York-Sud et de la donner ensuite au député de Hamilton-Ouest.

\* \* \*

### LES QUESTIONS OUVRIÈRES

#### LE CHÔMAGE—L'AGGRAVATION ATTRIBUABLE À LA SURTAXE AMÉRICAINE—LE NOUVEAU RELEVÉ

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, vu l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce qui se trouve à l'étranger, puis-je adresser au premier ministre suppléant une question découlant d'un rapport selon lequel le nombre prévu de chômeurs par suite de la surtaxe américaine serait beaucoup plus faible que celui que le ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé au moment où a été présentée la loi prévoyant un soutien de 80 millions de dollars. A-t-on établi un autre sondage et quelles en sont les incidences sur la surtaxe américaine par rapport à l'industrie canadienne de fabrication?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, le ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce pourra, je pense, répondre à la question.

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, on m'informe qu'un document de travail a été établi, comportant

[L'hon. M. Sharp.]

une révision des chiffres relatifs aux effets de la surtaxe sur l'emploi au Canada, selon lequel ces effets pourraient être beaucoup plus faibles que ne l'indiquaient les chiffres initiaux. C'est tout ce que je peux dire maintenant. Le gouvernement continue d'étudier la question.

**M. Baldwin:** A quelle date y aura-t-il une fuite?

**M. Lewis:** Évidemment, les premiers chiffres qu'a cités le ministre de l'Industrie et du Commerce en septembre—je ne me rappelle pas la date précise—étaient des chiffres exagérés, présentés par les sociétés intéressées. Puis-je demander au ministre suppléant quel chiffre dans le dernier document de travail et si c'est bien 44,000 emplois? Puis-je lui demander aussi si les 80 millions de dollars ont déjà été promis aux différentes sociétés au Canada?

**L'hon. M. Gillespie:** Monsieur l'Orateur, en réponse à la première question, je crois que le chiffre de 44,000 est à peu exact mais pas tout à fait. En ce qui a trait à l'engagement pris au sujet des 80 millions de dollars, le 25 novembre, on avait reçu environ 250 demandes dont 60 ont été approuvées. Le total des subventions correspondant aux demandes reçues était de l'ordre de 8 millions de dollars dont \$1,285,000 ont été approuvés. Le nombre total de personnes mises en cause dans les demandes reçues est de 10,000 et de 3,700 dans les demandes approuvées.

**M. Lewis:** Compte tenu des chiffres que le ministre vient tout juste de donner, à savoir que 3,000 personnes se trouvent en cause dans les subventions approuvées et seulement environ 10,000 dans toutes les demandes reçues, que viennent faire ces 80 millions de dollars et que dire du reste des quelque 44,000 employés qui sont censés être affectés par la surtaxe? Où en sommes-nous réellement dans la mise en œuvre de ce programme?

**L'hon. M. Gillespie:** Monsieur l'Orateur, le député comprendra que nous recevons des demandes tous les jours. Nous espérons, et je suis sûr que le député l'espère également, qu'il ne sera pas nécessaire de dépenser tous les 80 millions de dollars. C'est une réserve, en cas de besoin. Nous espérons ne pas avoir à toute l'épuiser.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je crois que le député d'Hamilton-Ouest voulait poser une question connexe il y a un instant.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE

#### LA DEMANDE DE SUBVENTION DES FABRICANTS DE PIÈCES D'AUTOMOBILES

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Le gouvernement a-t-il étudié la demande que l'Association des fabricants de pièces d'automobiles lui a faite de subventions spéciales pour outillage afin d'aider cette industrie à faire face à ses présentes difficultés, et, si oui, quand y aura-t-il une déclaration de faite à cet égard?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, j'ai bien entendu la question posée par le député. Je vais en tenir compte.